

Nouvelles locales du lundi 22 février 2010

Arrib News, 22/02/2010 | Bonne Gouvernance- Le président de l'Observatoire de lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques se dit préoccupé par le manque de suivi dans la gestion des affaires de l'Etat. Il dénonce l'usage des véhicules de l'Etat dans les meetings politiques du parti au pouvoir. Il prend l'exemple du véhicule du cabinet au Ministère des Maitres qui a eu un accident au retour d'un congrès de Buganda à Cibitoke, il y a une semaine. Il dénonce en plus le fait que ce véhicule soit réparé dans le garage de ce même Ministère avec les frais de l'Etat. Il ajoute qu'il a été endommagé par le parti au pouvoir. Selon Fabien Ruvuna, cadre au Ministère de la Bonne Gouvernance, il faut différencier les positions que les cadres du pays occupent. Selon cette autorité, le Ministre, l'administrateur ou le Gouverneur ne peuvent pas laisser leurs véhicules de service à la maison alors qu'ils sont souvent sollicités par la population. Cependant, il reconnaît que certains cas isolés existent et nécessitent un suivi de tout le monde pour la surveillance de la chose publique.

- Sur les 400 véhicules attendus dans le garage de l'Otraco à Bujumbura, seuls 89 sont déjà sur les lieux. Comme les sources sur place indiquent, seuls 20 véhicules se trouvant dans ce garage seraient en bon état. D'autres sources confirment que certaines pièces sont retirées des véhicules avant d'être acheminés vers le garage de l'Otraco à Bujumbura. Rappelons que l'activité de retrait des véhicules de l'Etat a débuté depuis plus d'une semaine et 4 jours pour la finalisation de ce travail, indiquent des sources proches du Ministère de la bonne Gouvernance et de la Privatisation. Le constat est que le Ministère de la lutte contre le Sida n'a pas encore remis aucun véhicule alors qu'il devrait avoir terminé cette activité, selon le programme de remise de ces véhicules. | Sécurité- Une ancienne militante Cndd-fdd du nom de Ndayisenga Mariam alias Maman Zoulou serait en situation d'insécurité suite à un groupe de policiers en civile ou en tenue qui visitent sa maison et lui demandent de regagner son ancienne formation politique le Cndd-fdd. Cette femme trouve que certains médiums ont contribué à sa situation d'insécurité. Elle évoque le cas d'un radio Rema FM, qui, pour la première fois, a diffusé des informations selon lesquelles cette dame serait du côté de certains députés qui se préparent à perturber les prochaines élections. Elle demande que les médias diffusent des informations correctes qui ne créent pas d'insécurité pour des citoyens. (Isanganiro)- Le porte-parole de la police trouve que les cas d'insécurité de la commune urbaine de Cibitoke sont isolés. Selon Ntarabaganyi, la fusillade avant-hier a coûté la vie de deux personnes à Cibitoke, dont l'épouse d'un officier de police, ne suffit pas pour conclure que la commune connaît une insécurité. Il souligne que des enquêtes sont en cours pour connaître les raisons qui ont poussé le domestique à tuer sa patronne. Si cet officier de police se montre impliqué dans cette affaire, affirme Chanel Ntarabaganyi, les sanctions prévues seront prises en respect de la loi. Pour rappel, avant-hier soir un domestique a tiré l'aide d'un fusil de l'un des agents de transmission d'un officier de police et a tué sa patronne, il ensuite par son patron. (Bonesha)- Les jeunes des partis politiques se sont affrontés encore une fois ce dimanche en province de Kirundo au Nord du pays. Cette situation qui s'est produite dans la commune de Bugabira a opposé les membres du parti Upd-Zigamibanga et les Imbonerakure du Cndd-fdd. Les membres du parti Upd avaient organisé l'ouverture de la permanence sur la colline de Kigoma et un groupe des Imbonerakure s'y est introduit la cacophonie a commencé. Selon le porte parole du Cndd-fdd, Chovineau Mugwengezo, la situation est intolérable car même l'administrateur communal de Bugabira était informé mais n'a malheureusement pas réagi et a même éteint son téléphone pour rester injoignable. Consolante Nduwimana administrateur de Bugabira dément ces accusations et souligne qu'elle n'était pas au courant. Le parti Upd allait ouvrir la permanence sur cette colline de Kigoma. (Rpa/Isanganiro)- Même situation sur la colline de Bigera de la commune de Gashoho à Muyinga toujours au nord du Burundi. Les membres du parti Fnl voulaient ouvrir leur permanence sur cette colline ce dimanche. Selon des sources sur place, pendant que les chansons se faisaient entendre, l'administrateur est venu et a ordonné à la foule de se taire et l'a demandé de vider les lieux. L'administrateur de cette commune dit qu'il n'y a pas de conflit entre le Fnl et l'administration à part que ce parti ne respecte pas la loi. L'autorité communale se dit être inquiète par les activités paramilitaires des jeunes du parti Fnl qu'ils ont effectué dimanche matin sur toute l'étendue de sa commune. Le parti Fnl trouve quant à lui que l'administrateur cherche toujours des prétextes pour empêcher de faire des activités politiques dans cette commune. (Isanganiro/Rpa/Bonesha)- Ce dimanche matin devant la permanence du parti Msd à Gishubi en province de Gitega, on a découvert cinq seaux contenant chacun des excréments humains alors que cette permanence allait être ouverte officiellement. Le président de ce parti en province de Gitega se dit surpris par cette attitude inhabituelle. Léonard Hatungimana, président du Msd à Gishubi demande que les enquêtes soient lancées pour désigner les responsables. Même l'administrateur de Gishubi se dit préoccupé par cet incident combien inhabituel dans sa commune. Il promet que des enquêtes vont bientôt démarrer pour trouver les coupables. (Rpa)